



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

États membres

Question au Gouvernement n° 2152

Texte de la question

SITUATION DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Paul Giacobbi, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Paul Giacobbi. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Ce qui arrive à la Grèce est le signe précurseur du fait que nous sommes désormais entrés, après la crise bancaire dans celle des trésors publics. Le Portugal et, plus encore, l'Irlande, l'Espagne sont clairement les prochains sur la liste et une récente étude du McKinsey Institute a rappelé l'énormité de l'endettement global du Royaume-Uni, concluant trivialement que l'on ne sort d'une telle situation que par le défaut de paiement, l'inflation ou en se serrant la ceinture !

Pis encore, depuis quelques semaines, les taux d'intérêt des bons du trésor américain ont dépassé les taux représentatifs de la prise de risque sur les obligations privées. Les États se sont terriblement endettés pour sauver les banques et les marchés répondent par des attaques spéculatives contre les trésors publics qui leur ont permis de survivre.

Face à ces attaques, il ne semble exister aucune solidarité des États. L'Allemagne, par exemple, a dépensé 35 milliards d'euros pour recapitaliser la banque Hypo Real Estate, mais semble plus réticente à sauver le crédit de la République hellénique. De même, trois pays de l'Union européenne ont pu, vous le savez, décider en une nuit de sauver Dexia, mais la zone euro dans son ensemble ne semble pas si pressée de porter secours à l'un de ses États membres.

Au fond, si la Grèce était non pas un État mais une banque, la zone euro, la BCE ne l'aurait-elle pas sauvée depuis longtemps déjà ?

La crise des trésors publics qui éclate ces jours-ci se profile en réalité depuis deux ans et va prolonger de plusieurs années la crise économique du monde occidental, et surtout celle de l'Europe.

La France a défendu avec détermination une position courageuse sur la réglementation financière et sur la refonte du système monétaire international. Notre gouvernement est-il déterminé, dans le cadre de la présidence du G20, à faire en sorte que les trésors publics se défendent enfin solidairement contre la spéculation du système financier ?

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur Giacobbi, je voudrais tout d'abord faire remarquer que si la Grèce est aujourd'hui dans une telle situation, ce n'est pas parce qu'elle s'est endettée pour aider ses banques, c'est parce qu'elle s'est endettée tout court et qu'elle a conduit une politique dont le fruit est un déficit presque double de celui qui avait été annoncé. (" *Tout à fait !* " sur les bancs du groupe UMP.)

Je voudrais profiter de votre question pour m'adresser à tous ceux qui spéculent aujourd'hui contre la Grèce et, au fond, contre la monnaie européenne. Je veux leur dire de la façon la plus claire qui soit que les États de la zone euro vont assumer toutes leurs responsabilités à l'égard de la Grèce. Nous serons aux côtés de la Grèce comme cela a été décidé au dernier Conseil européen.

Si le gouvernement allemand a pu sembler hésiter, cette impression se dissipera aujourd'hui même. Mme Merkel doit s'exprimer dans quelques minutes et je ne doute pas qu'elle adoptera exactement la même position que le gouvernement français et l'ensemble des États européens.

Nous devons arrêter cette spéculation qui est irrationnelle, qui n'a rien à voir avec la réalité des finances

publiques grecques, même si celle-ci est sérieuse. La seule façon de le faire est de réunir immédiatement les 30 milliards d'euros que les pays européens ont promis de prêter à la Grèce pour lui permettre de faire face à ses échéances dans des conditions convenables.

Pour le reste, vous avez raison, monsieur Giacobbi : la France mène le combat pour une réforme profonde du système monétaire ; je vous remercie de l'avoir rappelé. J'entendais hier un député du parti socialiste s'en prendre au Gouvernement qui n'aurait pas de résultats sur ce sujet ; il aurait pu, plutôt, nous apporter son soutien, car il est vrai que nous avons du mal à convaincre l'ensemble des pays qui, s'agissant de cette crise financière, ont une responsabilité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Je pense aux États-Unis, où les débats au Congrès, comme vous le savez, ne vont pas dans le bon sens. Je pense à d'autres pays européens. Je pense à la Chine, où se trouve aujourd'hui le Président de la République. Ces pays doivent, avec nous, prendre leurs responsabilités pour changer les règles d'un système financier qui autorise aujourd'hui une spéculation immorale, une spéculation qui n'a aucun fondement, contre un État que nous allons ensemble protéger, comme nous allons protéger notre monnaie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Paul Giacobbi](#)

Circonscription : Haute-Corse (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2152

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 avril 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 avril 2010